

ANNEXE 6 – VERSION PUBLIQUE

Détail des charges de service public de l'énergie par opérateur et par action, prise en compte des frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations et des frais de gestion liés à la mise aux enchères des garanties d'origine

Cette annexe présente les charges de service public de l'énergie à compenser en 2023 à chaque opérateur, réévaluées dans le cadre de la présente délibération par rapport à la délibération annuelle effectuée en juillet 2022. Sont distingués spécifiquement l'évaluation des frais financiers ainsi que les charges liées aux gels tarifaires. Les charges sont ventilées par action suivant le programme budgétaire dédié aux charges de service public de l'énergie, y compris le montant des frais de gestion à compenser à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et à Pownext en tant que gestionnaire du registre des garanties d'origine.

Avertissement

Alors que les résultats affichés dans les autres annexes de la présente délibération sont arrondis à une décimale tout en utilisant des valeurs intermédiaires non arrondies pour les calculs ultérieurs, les résultats de charges à compenser par opérateur en 2023 sont calculés à l'euro près suivant les règles exposées au paragraphe 2.1. Des précisions sont apportées s'agissant des écarts liés aux arrondis effectués.

SOMMAIRE

1. CONTEXTE JURIDIQUE.....	3
1.1 CHARGES SUPPORTEES PAR LES OPERATEURS EN ELECTRICITE ET EN GAZ NATUREL	3
1.2 FRAIS FINANCIERS	4
1.3 FRAIS DE GESTION DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	4
1.4 FRAIS LIES A L'INSCRIPTION AU REGISTRE NATIONAL ET A LA MISE AUX ENCHERES DES GARANTIES D'ORIGINE.....	4
1.5 CHARGES LIEES AUX GELS TARIFAIRES.....	4
2. MODALITES DE CALCUL DES CHARGES	5
2.1 CALCUL DES CHARGES DANS LE NOUVEAU PROGRAMME BUDGETAIRE DEDIE AUX CHARGES	5
2.2 FORMULE DE CALCUL DES CHARGES PAR ACTION	5
2.3 AFFECTATION DES CHARGES PAR ACTIONS ET SOUS-ACTIONS.....	6
2.4 FORMULE DE CALCUL DES FRAIS FINANCIERS.....	6
3. DETAIL DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE PAR OPERATEUR	7
4. FRAIS DE GESTION DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	8
5. FRAIS DE GESTION DE POWERNEXT	8
6. BILAN DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE POUR 2023	8
7. DETAIL DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE DE CHAQUE OPERATEUR.....	9

1. CONTEXTE JURIDIQUE

1.1 Charges supportées par les opérateurs en électricité et en gaz naturel

En application de l'article R. 121-31 du code de l'énergie, le montant des charges de service public de l'énergie à compenser aux opérateurs au cours de l'année 2023 correspond :

- Au montant prévisionnel des charges au titre de l'année 2023 (annexe 1) ;
- Augmenté ou diminué de la régularisation de l'année 2021, correspondant à :
 - L'écart entre les charges constatées au titre de 2021 (annexe 3) et les charges prévisionnelles mises à jour au titre de cette même année¹ ;
 - L'écart entre les charges prévisionnelles 2021 notifiées aux opérateurs et les compensations recouvrées au titre de 2021 (annexe 5)² ;
- Augmenté ou diminué de la mise à jour de la prévision de l'année 2022, correspondant à :
 - L'écart entre la mise à jour de la prévision de charges au titre de l'année 2022 (annexe 2) et les charges initialement prévues au titre de cette même année¹ ;
 - L'écart entre les charges prévisionnelles 2022 notifiées aux opérateurs et la prévision de recouvrement au titre de 2022 (annexe 5)² ;
- Augmenté ou diminué des charges constatées au titre des années antérieures. Les opérateurs peuvent ainsi déclarer des charges au titre des années antérieures qui ne pouvaient être prises en compte lors des déclarations de charges précédentes : il s'agit de reliquats (annexe 4) ;
- Réduit d'une part, fixée à 75 %³ par arrêté du ministre chargé de l'énergie, du montant des valorisations financières des garanties d'origine « biométhane » délivrées pour les contrats d'achat signés avant le 9 novembre 2020⁴ ;
- Réduit du montant de la valorisation financière des garanties de capacités, en application de l'article L. 121-24 du code de l'énergie⁵ ;
- Augmenté ou diminué des intérêts prévus aux articles L. 121-19-1 et L. 121-41 du code de l'énergie, calculés opérateur par opérateur, par application du taux de 1,72 % à la moyenne du déficit ou de l'excédent de compensation constaté l'année précédente (sections 1.2 et 2) ;
- Augmenté du montant prévisionnel des frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations, au vu de la déclaration prévue au III de l'article R. 121-30 du code de l'énergie, ce montant comprenant l'écart constaté entre les frais prévisionnels et les frais effectivement exposés au titre de l'année 2021 (voir section 1.3) ;
- Augmenté du montant prévisionnel des frais de gestion et d'inscription au registre national des garanties d'origine pour la mise aux enchères prévue à l'article L. 314-14-1 du code de l'énergie, arrêté dans les conditions précisées au IV de l'article R. 121-30 et corrigé, le cas échéant, de l'écart constaté entre le montant des frais prévisionnels et celui des frais supportés au titre de l'année précédente par l'organisme mentionné à l'article L. 314-14 (voir section 1.4).

En application de l'article 181 de la loi de finances pour 2022, les pertes de recettes supportées par les fournisseurs d'électricité ou de gaz du fait du gel des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz constituent des charges de service public (voir section **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et annexe 8).

¹ Objet des délibérations de la CRE du 15 juillet 2021 et du 7 octobre 2021 relatives à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour 2022.

² Pour EDF, le montant des compensations recouvrées comprend, le cas échéant, la part des montants versés à EDF au titre du complément de prix de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique selon les modalités prévues à l'article R. 336-37 donnant lieu à déduction des versements de la compensation annuelle des charges de service public de l'énergie.

³ Cette part est réduite à 0 % lorsque le biométhane est utilisé en tant que carburant pour des véhicules.

⁴ En application du décret n° 2018-243 du 5 avril 2018 organisant la mise aux enchères des garanties d'origine de l'électricité produite à partir de sources renouvelables, les acheteurs obligés ne sont plus subrogés dans les droits des producteurs à obtenir la délivrance des garanties d'origine de l'électricité produite dans le cadre d'un contrat d'achat et la valorisation financière des garanties d'origine ne vient plus en déduction des charges de service public de l'énergie.

Pour le biométhane injecté, des dispositions similaires ont été introduites par le décret n° 2020-1701 du 24 décembre 2020. Par dérogation, les contrats signés avant le 9 novembre 2020 bénéficient des dispositions en vigueur dans l'ancien régime, la déduction de la valorisation financière des garanties d'origine est alors intégrée dans les montants des charges des années respectives (annexes 1, 2 et 3).

⁵ Cette valorisation est intégrée dans les montants des charges des années concernées (annexes 1, 2 et 3).

1.2 Frais financiers

En application des articles L. 121-19-1 et L. 121-41 du code de l'énergie, les charges de service public de l'énergie supportées par les opérateurs sont majorées ou diminuées de frais financiers définis comme suit : « *si le montant de la totalité des acomptes versés au titre d'une année est inférieur, respectivement supérieur, au montant constaté des charges mentionnées aux articles* » L. 121-7, L. 121-8 et L. 121-8-1 pour ce qui concerne l'électricité et à l'article L. 121-35 pour ce qui concerne le gaz « *il en résulte respectivement, une charge ou un produit, qui porte intérêt à un taux fixé par décret. La charge ou le produit ainsi calculé est, respectivement, ajoutée ou retranché aux charges à compenser à cet opérateur pour les années suivantes.* »

Le h) du I de l'article R. 121-31 du code de l'énergie précise que le montant des charges imputables aux missions de service public incombant à chaque opérateur est « *augmenté ou diminué des intérêts prévus aux articles L.121-19-1 et L.121-41, calculés opérateur par opérateur, par application, à la moyenne du déficit ou de l'excédent de compensation constaté l'année précédente, du taux de 1,72 %, qui peut être modifié par décret. Les modalités de calcul de ces intérêts sont établies par la Commission de régulation de l'énergie.* »

1.3 Frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations

En application du III de l'article R. 121-30 du code de l'énergie « *la Caisse des dépôts et consignations notifie, avant le 31 mars de chaque année, au ministre chargé de l'énergie et à la Commission de régulation de l'énergie, le montant des frais de gestion qu'elle a effectivement supportés au titre de l'année précédente et le montant prévisionnel des frais de gestion pour l'année suivante. Les ministres chargés de l'économie et de l'énergie arrêtent le montant des frais de gestion avant le 1^{er} juillet.* »

Le d du I de l'article R. 121-31 du code de l'énergie précise que la CRE évalue chaque année le montant des charges imputables aux missions de service public « *augmenté du montant prévisionnel des frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations, au vu de la déclaration prévue au III de l'article R. 121-30 [précitée], ce montant comprenant l'écart constaté entre les frais prévisionnels et les frais effectivement exposés au titre de l'année précédente.* »

1.4 Frais liés à l'inscription au registre national et à la mise aux enchères des garanties d'origine

En application du IV de l'article R. 121-30 du code de l'énergie, « *l'organisme mentionné à l'article L. 314-14 notifie, avant le 31 mars de chaque année, au ministre chargé de l'énergie et à la Commission de régulation de l'énergie, les éléments permettant de déterminer le montant des frais de gestion et d'inscription au registre national des garanties d'origine pour la mise aux enchères prévue à l'article L. 314-14-1 au titre de l'année précédente ainsi que le montant prévisionnel de ces mêmes frais pour l'année suivante. La Commission de régulation de l'énergie détermine le montant des frais à compenser.* »

Le i du I de l'article R. 121-31 du code de l'énergie précise que la CRE évalue chaque année le montant des charges imputables aux missions de service public « *augmenté du montant prévisionnel des frais de gestion et d'inscription au registre national des garanties d'origine pour la mise aux enchères prévue à l'article L. 314-14-1, arrêté dans les conditions précisées au IV de l'article R. 121-30 et corrigé, le cas échéant, de l'écart constaté entre le montant des frais prévisionnels et celui des frais supportés au titre de l'année précédente par l'organisme mentionné à l'article L. 314-14.* »

L'entreprise Powernext a été désignée en application de l'arrêté du 24 août 2018 désignant l'organisme en charge du registre national des garanties d'origine de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable ou par cogénération et de la mise aux enchères des garanties d'origine de l'électricité produite à partir de sources renouvelables. Les tarifs facturés pour les différentes prestations réalisées au titre des articles L. 314-14 et suivants du code de l'énergie sont précisés dans l'arrêté du 24 août 2018.

1.5 Charges liées aux gels tarifaires

La loi de finances pour 2022⁶ prévoit dans son article 181 les gels des tarifs réglementés de vente d'électricité et de gaz naturel. Elle stipule également que les pertes de recettes supportées par les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel à ce titre constituent des charges de service public de l'énergie. De plus, en application de l'article 37 de la loi de finances rectificative pour 2022⁷, la présente réévaluation inclut également le montant des pertes subies par les fournisseurs de gaz naturel au titre du bouclier tarifaire pour le gaz naturel au cours du second semestre 2022.

La CRE a ainsi évalué les charges en résultant au titre des années 2021, 2022 et 2023, qui sont présentées dans l'annexe 8 de la présente délibération.

⁶ LOL n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022

⁷ Loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022.

Par ailleurs, des acomptes ont été versés en 2022 à certains fournisseurs de gaz naturel et d'électricité, en application respectivement du III et du X de l'article 181 de la loi de finances pour 2022 ; des acomptes complémentaires seront versés avant le 30 novembre 2022 en application de la loi de finances rectificative pour 2022. Les montants correspondants sont également rappelés dans l'annexe 8. Ils viennent en déduction des charges à compenser aux opérateurs en 2023, en tant que compensations recouvrées prévisionnelles pour l'année 2022.

Les charges liées aux gels tarifaires à compenser aux fournisseurs en 2023, ou à reverser par ces derniers, sont calculées selon les modalités exposées dans la section 2.2. Les frais financiers associés sont calculés par application de la formule détaillée à la section 2.4. Enfin, le bilan des charges et frais financiers liés aux gels tarifaires est exposé dans la section 3 tandis que le détail par opérateur est donné dans le Tableau 3.

2. MODALITES DE CALCUL DES CHARGES

2.1 Calcul des charges dans le nouveau programme budgétaire dédié aux charges

Le compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » a été supprimé par la loi de finances pour 2020. Depuis le 1^{er} janvier 2021, en application de l'article 89 de la loi de finances pour 2020, le compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » a été supprimé et toutes les charges de service public de l'énergie sont désormais inscrites au sein d'un programme budgétaire dédié du budget général de l'État, décomposé en actions et sous-actions.

Le détail des actions et des sous-actions est exposé dans le Tableau 2 ainsi que dans le corps de la délibération. La CRE suit cette maquette budgétaire pour classer les charges de service public de l'énergie pour l'année 2023.

Au même titre que pour les charges à compenser en 2022, pour chacun des opérateurs, les charges sont calculées et arrondies à l'euro près par sous-actions ou par actions. Si une action est subdivisée en sous-actions, le montant inscrit est calculé comme la somme des montants inscrits pour chacune des sous-actions. Par suite, les charges par opérateurs sont calculées comme la somme des montants inscrits dans chacune des actions.

Le total des charges à financer et sa décomposition par actions sont calculés comme la somme des charges calculées par opérateur conformément au paragraphe ci-dessus. La CRE donne, pour information, l'écart entre les montants ainsi inscrits et les montants qui résulteraient d'un calcul utilisant les valeurs non arrondies.

2.2 Formule de calcul des charges par action

La formule générale du calcul des charges de service public de l'énergie pour 2023 est la suivante :

$$CP_{23} = CP'_{23} + (CP''_{22} - CP'_{22}) + (CP_{22} - CR'_{22}) + (CC_{21} - CP''_{21}) + (CP_{21} - CR_{21}) + R_{21} + FF_{21}$$

avec :

FF_N = frais financiers calculés pour l'année N

CC_N = charges constatées au titre de l'année N

CP'_N = charges prévisionnelles au titre de l'année N

CP''_N = mise à jour du montant des charges prévisionnelles au titre de l'année N

CP_N = charges prévisionnelles pour l'année N

CR_N = compensations recouvrées pour l'année N

CR'_N = montant prévisionnel des compensations recouvrées pour l'année N

R_N = charges supportées en année N au titre d'années antérieures mais qui ne pouvaient pas être prises en compte auparavant

N = année considérée

S'agissant des charges hors gels tarifaires, le terme $(CP_{22} - CR'_{22})$ est nul pour tous les opérateurs, excepté EDF, dans la mesure où les prévisions de compensations pour l'année 2022 sont égales aux charges prévisionnelles notifiées pour cette même année. En effet, la CRE n'ayant reçu aucun élément relatif à la prévision des « compensations qui devraient être recouvrées » au titre de l'année 2022 de la part des administrations en charge de l'exécution de la compensation et du recouvrement des charges de service public de l'énergie, elle n'intègre aucun élément à ce titre dans son évaluation du montant des charges à compenser. En revanche, concernant EDF, elle intègre la prévision d'un recouvrement supplémentaire au cours de l'année 2022 au titre du complément de prix ARENH portant sur l'année 2021.

Pour les charges liées aux gels tarifaires, le terme $(CP_{22} - CR'_{22})$ correspond, le cas échéant, à la déduction des acomptes versés aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel en 2022.

Le terme $(CP_{21} - CR_{21})$ est, lui, nul pour tous les opérateurs, dans la mesure où l'ensemble des opérateurs ont été compensés à hauteur de leurs charges de service public prévisionnelles.

L'annexe 5 donne le détail des compensations recouvrées en 2021 et de la prévision des compensations recouvrées en 2022 hors gels tarifaires. Le rappel des acomptes versés aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel en 2022 est donné dans l'annexe 8.

2.3 Affectation des charges par actions et sous-actions

Une sous-action dédiée inclut notamment les frais financiers FF_{21} ainsi que, le cas échéant, les écarts de recouvrement générés en 2021⁸ – terme $(CP_{21} - CR_{21})$ – et en 2022⁸ – terme $(CP_{22} - CR_{22})$.

La formule du calcul des montants à affecter pour 2023 aux autres sous-actions ou actions est la suivante :

$$CP_{23} = CP'_{23} + (CP''_{22} - CP'_{22}) + (CC_{21} - CP'_{21}) + R_{21}$$

Ainsi, outre les charges prévisionnelles au titre de 2023, ces charges par action à compenser en 2023 incluent (1) une régularisation entre la prévision initiale et la prévision mise à jour au titre de 2022, (2) une régularisation entre la prévision mise à jour et les charges constatées au titre de 2021 ainsi que (3) les reliquats au titre des années antérieures à 2021.

2.4 Formule de calcul des frais financiers

Les frais financiers sont calculés comme suit :

$$\begin{aligned} FF_{21} = & [(CP_{21} - CR_{21}) + (CC_{21} - CP'_{21}) + R_{21}] * 0,5 * 1,72 \% \\ & + [(CP_{20} - CR_{20}) + (CC_{20} - 0,5 * CP'_{20} - 0,5 * CP''_{20}) + R_{20} + FF_{20}] * 1,72 \% \\ & + [(CP_{19} - CR_{19}) + (CC_{19} - CP'_{19}) + R_{19} + FF_{19}] * 0,5 * 1,72 \% \end{aligned}$$

avec :

FF_N = frais financiers calculés pour l'année N

CC_N = charges constatées au titre de l'année N

CP'_N = charges prévisionnelles au titre de l'année N

CP''_N = mise à jour du montant des charges prévisionnelles au titre de l'année N

CP_N = charges prévisionnelles pour l'année N

CR_N = compensations recouvrées pour l'année N

CR'_N = montant prévisionnel des compensations recouvrées pour l'année N

R_N = charges supportées en année N au titre d'années antérieures mais qui ne pouvaient pas être prises en compte auparavant

N = année considérée

⁸ Aucun écart de recouvrement n'a été pris en compte en 2021.

L'écart de recouvrement prévisionnel en 2022 correspond (i) pour EDF, au recouvrement prévisionnel en 2022 d'un montant au titre du complément de prix ARENH portant sur l'année 2021 (cf. annexe 5) et (ii) pour les fournisseurs concernés, à la déduction de l'acompte versé en 2022 au titre des pertes de recettes liées aux gels tarifaires (cf. annexe 8).

3. DETAIL DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE PAR OPERATEUR

A la suite de la présente réévaluation, les détails du montant des charges de service public à compenser aux opérateurs en 2023 par type d'opérateur sont présentés dans le Tableau 1 et par opérateur dans le Tableau 3.

Tableau 1 : Charges de service public de l'énergie ventilées par type d'opérateurs

MC		Charges prévisionnelles au titre de 2023 (annexe 1)	Mise à jour de la prévision au titre de 2022 (annexe 2)	Prévision initiale au titre de 2022 ⁽¹⁾	Charges constatées au titre de 2021 (annexe 3)	Mise à jour de la prévision au titre de 2021 ⁽¹⁾	Ecart de recouvrement prévisionnel 2022 (annexe 5)	Ecart de recouvrement 2021 (annexe 5)	Reliquats antérieurs à 2021 (annexe 4)	Frais financiers 2021 (annexe 6)	Charges prévisionnelles 2023
		CP' 23	CP" 22	CP' 22	CC21	CP" 21	CP22 - CR' 22	CP21 - CR21	Reliquat 12 à 21	FF21	CP23
Hors charges liées aux gels tarifaires	EDF	-14 703,2	-7 761,0	7 620,4	5 626,9	7 141,7	-18,6	0,0	22,1	-9,7	-31 605,6
	Électricité de Mayotte	176,3	150,8	122,4	112,7	119,9	0,0	0,0	0,7	-0,3	197,8
	Entreprises locales de distribution	-1 226,2	-805,6	319,0	137,4	320,7	0,0	0,0	7,0	-0,7	-2 527,8
	Autres fournisseurs, organismes agréés	-826,6	-193,5	701,5	225,5	391,8	0,0	0,0	0,4	-3,7	-1 891,2
	RTE	72,0	86,6	40,0	13,1	17,2	0,0	0,0	0,0	-0,3	114,3
	Autres acteurs en ZNI	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Électricité & Eau de Wallis-et-Futuna	9,0	8,8	6,9	6,0	6,7	0,0	0,0	0,0	0,0	10,1
	TOTAL hors gels tarifaires	-16 498,6	-8 514,0	8 810,3	6 121,6	7 997,9	-18,6	0,0	30,2	-14,8	-35 702,4
Gels tarifaires	Fournisseurs d'électricité	-1 047,3	882,5	0,0	0,0	0,0	-131,3	0,0	0,0	0,0	-296,1
	Fournisseurs de gaz naturel	0,0	3 549,3	0,0	351,6	0,0	-579,9	0,0	0,0	3,0	3 324,0
	TOTAL gels tarifaires	-1 047,3	4 431,8	0,0	351,6	0,0	-711,2	0,0	0,0	3,0	3 027,9
	TOTAL	-17 545,9	-4 082,2	8 810,3	6 473,2	7 997,9	-729,8	0,0	30,2	-11,8	-32 674,5
								Frais de gestion CDC		0,031	
								Frais enchères garanties d'origine		1,003	
								Total charges à compenser pour 2023		-32 673,5	

(1) Charges objet des délibérations du 15 juillet 2021 et du 7 octobre 2021 relatives à l'évaluation des charges de service public de l'énergie pour 2022.

Le montant cumulé des charges ou des produits financiers constatés pour chaque opérateur est inchangé et est évalué à - **11,8 M€** répartis entre :

- 14,8 M€ de frais financiers liés aux charges hors gels tarifaires ;
 - o dont - 9,7 M€ de frais financiers d'EDF ;
 - o dont - 5,1 M€ de frais financiers des autres opérateurs ;
- 3,0 M€ de frais financiers liés aux pertes de recettes des fournisseurs de gaz naturel en 2021.

Le montant total des charges de service public prévisionnelles pour 2023 est réévalué à - **32 674,5 M€**, au lieu du montant de - **11 124,2 M€** inscrit dans la délibération annuelle de juillet 2022, répartis entre :

- 35 702,4 M€ de charges hors gels tarifaires ;
 - o dont - 31 605,6 M€ pour EDF ;
 - o dont - 4 096,8 M€ pour les autres opérateurs ;
- 3 027,9 M€ de charges liées aux gels tarifaires ;
 - o dont - 296,1 M€ pour les fournisseurs d'électricité ;
 - o dont 3 324,0 M€ pour les fournisseurs de gaz naturel.

4. FRAIS DE GESTION DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Les charges à compenser à la Caisse des dépôts et consignations pour la gestion des comptes relatifs aux charges de service public de l'énergie s'élèvent à **30 895 €** pour 2023.

Ce montant correspond à la somme des frais de gestion prévisionnels au titre de 2023 (55 342 €) et de l'écart entre les frais de gestion constatés en 2021 et les frais prévisionnels au titre de cette même année (- 24 447 €). Les frais de gestion constatés en 2021 (96 975 €) seront actés par un arrêté à paraître prochainement.

5. FRAIS DE GESTION DE POWERNEXT

Les charges à compenser à l'entreprise Powernext pour l'enregistrement des installations de production sur le compte de l'État, l'émission des garanties d'origine et leur mise aux enchères s'élèvent à **1 003 283 €** pour 2023.

Ce montant correspond à la somme des frais de gestion prévisionnels au titre de 2023 (780 000 €) et de l'écart entre les frais de gestion constatés en 2021 et les frais prévisionnels au titre de cette même année (+ 223 283 €).

6. BILAN DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE POUR 2023

En prenant en compte les - 32 674,5 M€ à compenser aux opérateurs ou à reverser par ces derniers, auxquels s'ajoutent les 0,031 M€ de frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations et les 1,003 M€ de frais de Powernext pour la mise aux enchères des garanties d'origine, les charges de service public de l'énergie réévaluées pour 2023 s'élèvent à **- 32 673,5 M€**, au lieu du montant de **- 11 123,1 M€** inscrit dans la délibération annuelle de juillet 2022.

La décomposition par actions et sous-actions des charges pour 2023 est présentée dans le Tableau 2.

Tableau 2 : Charges de service public de l'énergie pour 2023 réparties par actions et sous-actions budgétaires

Actions	Sous-actions	Charges à compenser pour 2023 (M€)
1. Soutien ENR électrique en métropole	1. Éolien terrestre	-24 060,8
	2. Éolien en mer	-843,6
	3. Photovoltaïque	-6 850,3
	4. Bio-énergies	-2 730,9
	5. Autres énergies	-2 499,6
	TOTAL	-36 985,3
2. Injection biométhane		-1 742,3
3. Soutien en ZNI	1. Transition énergétique	648,7
	2. Mécanismes de solidarité	2 383,8
	TOTAL	3 032,5
4. Cogénération et autres moyens thermiques		-216,9
5. Effacement		114,5
6. Dispositifs sociaux	1. Compensation FSL	25,5
	2. Afficheur déporté	16,9
	3. Autres	7,6
	TOTAL	50,0
7. Frais divers	1. Frais de gestion + Frais financiers + Défaut de recouvrement	66,8
	2. Frais d'intermédiation ⁽¹⁾	1,0
	3. Complément de prix ARENH	-18,6
	TOTAL	49,2
Total hors gels tarifaires		-35 698,4
8. Mesures exceptionnelles de protection des consommateurs	1. Mesures à destination des consommateurs d'électricité	-296,1
	2. Mesures à destination des consommateurs de gaz	3 321,0
	TOTAL	3 024,9
TOTAL		-32 673,5

(1) Les frais d'intermédiation sont composés des frais de gestion de la Caisse des dépôts et consignations et de ceux de Powernext pour la mise aux enchères des garanties d'origine

7. DETAIL DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC DE L'ENERGIE DE CHAQUE OPERATEUR

Le Tableau 3 présente les détails des charges de service public de l'énergie à compenser aux opérateurs en 2023⁹.

Tableau 3 : Charges de service public de l'énergie à compenser aux opérateurs en 2023

En €	Charges retenues pour 2023 hors gels tarifaires			Charges retenues pour 2023 liées aux gels tarifaires		Total des charges retenues pour 2023
Nom	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	TOTAL hors gels tarifaires	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	
R.S.E. REGIE SERVICES ENERGIE AMBERIEUX	721 791	934	722 725			
SICAE de l'Aisne	904 807	-6 955	897 852			
Énergie Développement Services du BRIANÇONNAIS	525 073	2 237	527 310			
Régie Municipale d'Électricité ROQUEBILLIERE	18 629	-63	18 566			
Régie Communale d'Électricité GATTIÈRES	67 592	197	67 789			
Régie Électrique DALOU	12 686	-150	12 536			
Régie municipale d'Électricité VARILHES	513 608	-79	513 529			
Régie Municipale d'Électricité VICDESSOS	7 909	19	7 928			
Régie Municipale d'Électricité MAZÈRES	886 493	-9 931	876 562			
Régie Municipale d'Électricité L'HOSPITALET	0	-3	-3			
Régie Municipale d'Électricité ARIGNAC	80 100	395	80 495			
Régie Électrique MERCUS GARRABET	6 251	-3	6 248			
Régie Municipale d'Électricité MERENS LES VALS	-302	-39	-341			
Régie municipale d'Électricité QUIÉ	2 234	8	2 242			
Régie municipale d'Électricité TARASCON-SUR-ARIÈGE	776	714	1 490			
Régie municipale d'Électricité SAVERDUN	856 094	-2 084	854 010			
Régie d'Électricité SAINT-QUIRC - CANTE - LISSAC - LABATUT	179 306	2	179 308			
S.I.C.A.E. DE LA REGION DE PRECY SAINT-MARTIN	-2 409 761	-4 068	-2 413 829			
Régie d'Électricité COUNOZOULS	0	-28	-28			
Energie Quillan Occitanie	340 200	511	340 711			
S.I.V.O.M. LABERGEMENT SAINTE-MARIE	111 745	368	112 113			
Régie SDED EROME-GERVANS	91 683	-46	91 637			
Société d'économie mixte locale DREUX - GEDIA	-847 982	-177	-848 159			
Régie Municipale d'Électricité CAZÈRES	218 528	51	218 579			
Régie Municipale d'Électricité MARTRES TOLOSANE	19 032	-98	18 934			
Régie Municipale d'Électricité MONTESQUIEU VOLVESTRE	0	5	5			
Régie municipale d'Électricité MIRAMONT DE COMMINGES	48 883	115	48 998			
Régie Municipale Multiservices de LA REOLE	11 541	-270	11 271			
Régie d'Électricité du Syndicat du SUD DE LA REOLE	-1 404 977	1 192	-1 403 785			
Régie Municipale de Bazas Énergie	254 796	2 697	257 493			
Régie Municipale d'Électricité GIGNAC	133 655	-560	133 095			
Régie Municipale d'Électricité CAZOULS LÈS BÉZIERS	108 214	-14	108 200			
Coopérative d'Électricité SAINT-MARTIN DE LONDRES	-28 608 251	-5 474	-28 613 725			
GAZ ÉLECTRICITÉ DE GRENOBLE	-93 651 977	-4 803	-93 656 780			
Régie Municipale de Distribution d'Énergie VILLARD BONNOT	0	0	0			
Régie Municipale d'Électricité SALINS LES BAINS	29 820	109	29 929			

⁹ L'écart entre la somme des charges calculées à partir des valeurs exactes et les charges arrondies par sous-action et par opérateur (cf. paragraphe 2.1) est de 6,98 € pour les charges hors gels tarifaires. Elle est comprise entre - 1,60 € et + 1,10 €. Cet écart est de 1,55 € pour les charges liées aux gels tarifaires, entre - 0,73 € et + 1,01 €.

En €	Charges retenues pour 2023 hors gels tarifaires			Charges retenues pour 2023 liées aux gels tarifaires		Total des charges retenues pour 2023
Nom	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	TOTAL hors gels tarifaires	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	
GASCOGNE ENERGIES SERVICES AIRE SUR L'ADOUR (ex Régies Municipales)	-997 644	4 292	-993 352			
S.I.C.A.E. REGION DE PITHIVIERS	-5 128 245	-41 092	-5 169 337			
Régie Communale Électrique SAULNES	8 797	11	8 808			
SAEML UEM USINE D'ELECTRICITE DE METZ	-191 414 466	82 115	-191 332 351			
Régie Communale d'Électricité PIERREVILLERS	7 969	9	7 978			
Régie Municipale d'Électricité ROMBAS	47 235	-90	47 145			
Régie Municipale d'Électricité CREUTZWALD	-6 294 134	7 800	-6 286 334			
Régie Municipale de Distribution CLOUANGE	13 205	33	13 238			
Régie d'Électricité BITCHE	34 916	41	34 957			
Régie Communale d'Électricité SAINTE-MARIE AUX CHENES	46 540	322	46 862			
Régie Municipale de Distribution d'Électricité de HAGONDANGE	23 794	-60	23 734			
Régie d'Électricité SCHOENECK	36 154	88	36 242			
Régie Municipale d'Électricité AMNÉVILLE	63 500	196	63 696			
Régie Communale d'Électricité REDANGE	0	-79	-79			
Régie Municipale d'Électricité HOMBORG HAUT	18 524	83	18 607			
Régie Municipale d'Électricité ENERGIS SAINT-AVOLD	1 595 840	-2 301	1 593 539			
R.M.E.T. TALANGE	86 988	376	87 364			
Régie Municipale d'Électricité et de Télédistribution MARANGE SILVANGE TERNEL	24 025	-48	23 977			
Régie Municipale d'Électricité MONTOIS LA MONTAGNE	9 286	25	9 311			
S.I.C.A.E. CARNIN	11 456	-21	11 435			
Régie Électrique FONTAINE AU PIRE	1 106	17	1 123			
SEM BEAUVOIS DISTRELEC	14 203	-87	14 116			
Régie Municipale d'Électricité LOOS	16 156	-64	16 092			
Régie Communale d'Électricité MONTATAIRE	711 531	-2 500	709 031			
S.I.C.A.E. OISE	-87 404 909	-23 460	-87 428 369			
Régie Municipale d'Électricité LARUNS	11 106	-369	10 737			
SIVOM d'Énergie du Pays Toy	1 380	43	1 423			
Régie Électrique CAPVERN LES BAINS	4 883	-8	4 875			
Energies Services LANNEMEZAN	-256 037	-363	-256 400			
Régie Électrique LA CABANASSE	6 864	-10	6 854			
Régie Électrique Municipale PRATS DE MOLLO LA PRESTE	-2 227 305	-3 132	-2 230 437			
Régie Électrique Municipale SAINT-LAURENT DE CERDANS	7 963	121	8 084			
Régie Intercommunale d'Électricité NIEDERBRONN REICHSHOFFEN	-51 758	873	-50 885			
GAZ DE BARR	-2 850 757	-2 287	-2 853 044			
UME	-3 162 214	1 057	-3 161 157			
Régie Municipale d'Électricité de la ville de SARRE UNION	815 626	-773	814 853			
ES ENERGIES STRASBOURG	-229 681 357	-84 264	-229 765 621			
VIALIS	-9 419 626	-3 396	-9 423 022			
Coopérative de droit suisse ELEKTRA BIRSECK	-19 084 797	-1 699	-19 086 496			
SAEML HUNELEC Service de Distribution Public HUNELEC	-30 238	191	-30 047			
SICAE EST	-62 157 772	2 431	-62 155 341			
SOREA	-11 519 487	13 756	-11 505 731			

En €	Charges retenues pour 2023 hors gels tarifaires			Charges retenues pour 2023 liées aux gels tarifaires		Total des charges retenues pour 2023
Nom	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	TOTAL hors gels tarifaires	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	
Régie Électrique TIGNES	-3 690 386	-11 172	-3 701 558			
Régie Électrique Communale AUSSOIS	3 329	4	3 333			
Régie Électrique AVRIEUX	3 361	11	3 372			
Régie Électrique VILLARODIN BOURGET	-867	181	-686			
Régie Électrique SAINTE-FOY TARENDAISE	21 858	-85	21 773			
Régie Électrique Municipale VILLAROGIER	1 066	-9	1 057			
Régie Électrique MONTVALEZAN	-8 562	-154	-8 716			
Syndicat d'Electricité SYNERGIE MAURIENNE	-6 046 138	6 155	-6 039 983			
ARC ÉNERGIES MAURIENNE	-486 358	1 150	-485 208			
Syndicat des Énergies Électriques de TARENDAISE	487 790	4 650	492 440			
Régie Gaz Électricité de la Ville BONNEVILLE	-2 978 631	670	-2 977 961			
Régie du Syndicat Intercommunal d'Énergies VALLÉE DE THÔNES	220 442	733	221 175			
Régie Municipale Électrique LES HOUCHES	-43 511	-3 481	-46 992			
Régie Municipale d'Électricité SALLANCHES	-4 148 117	-2 360	-4 150 477			
ENERGIE ET SERVICES DE SEYSEL (SAEML)	1 559 846	6 364	1 566 210			
S.A.I.C. PERS LOISINGES	35 054	62	35 116			
Régie d'Électricité d'Elbeuf	-8 065	208	-7 857			
Régie Communale de Distribution d'Électricité MITRY MORY	38 088	-87	38 001			
S.I.C.A.E. E.L.Y. : RÉGION EURE & LOIR YVELINES	406 913	85	406 998			
SEOLIS	-686 669 988	-189 728	-686 859 716			
S.I.C.A.E. de la SOMME et du CAMBRAISIS	-337 737 699	-192 287	-337 929 986			
GAZELEC DE PERONNE	-17 975 041	8 502	-17 966 539			
Régie Communale d'Électricité MONTDIDIER	459 575	-2 090	457 485			
Régie Municipale d'Électricité SAINT-PAUL CAP DE JOUX	1 566	-7	1 559			
SICAE du CARMAUSIN	-6 629 010	-1 938	-6 630 948			
Régie Municipale d'Électricité et de Gaz Energie Services Occitans CARMAUX ENEO	-800 342	-685	-801 027			
EPIC ENERGIES SERVICES LAVAUUR - Pays de Cogne	19 653 783	-4 895	19 648 888			
Régie d'Électricité du Département de la Vienne SOREGIES	-588 054 189	-212 646	-588 266 835			
Régie Municipale Électrique SAINT-LÉONARD DE NOBLAT	-901	17	-884			
Régie Municipale d'Électricité LA BRESSE	-4 628 996	4 255	-4 624 741			
S.I.C.A.E. CANTONS DE LA FERTÉ-ALAIS & LIMITROPHES	122 044	-1 320	120 724			
Coopérative d'Électricité VILLIERS SUR MARNE	19 976	-117	19 859			
S.I.C.A.E. VALLEE DU SAUSSERON	40 680	16	40 696			
TotalEnergies Electricité et Gaz France	-7 142 697	5 613	-7 137 084			
Electricité de France	-31 595 874 784	-9 748 651	-31 605 623 435			
ENERCOOP	-25 071 896	-9 602	-25 081 498			
ENERGEM	-1 020	-16	-1 036			
SAVE	-443 559 857	-1 466 679	-445 026 536			
Gaz de Bordeaux	-69 077 735	-4 148	-69 081 883			
Gaz de Paris	-46 105 900	-139 642	-46 245 542			
Veolia Eau REGIONGAZ	0	0	0			
EON France Energie Solutions SAS	0	-104	-104			

En €	Charges retenues pour 2023 hors gels tarifaires			Charges retenues pour 2023 liées aux gels tarifaires		Total des charges retenues pour 2023
Nom	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	TOTAL hors gels tarifaires	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	
GAS NATURAL EUROPE (ex Gas Natural Commercialisation France SA)	0	-9	-9			
Gazprom Marketing and Trading France	0	-47	-47			
SOVEN	0	-5	-5			
SOCIETE VALMY DEFENSE 17 SVD 17	-53 302 955	-237 678	-53 540 633			
ENGIE	-801 784 344	-1 017 769	-802 802 113			
PROXELIA	0	-3	-3			
SELIA	0	-2	-2			
Électricité et Eau de Wallis-et-Futuna	10 148 078	-23 510	10 124 568			
SOCIETE EUROPEENNE DE GESTION DE L'ENERGIE	-50 306 936	-63 011	-50 369 947			
Terreal	-4 562 607	-9 034	-4 571 641			
ENI GAS & POWER France	0	-363	-363			
CALEO	3 420	-8	3 412			
ANTARGAZ	0	7	7			
GEDIA ENERGIES & SERVICES	1 361	-1	1 360			
SYNELVA COLLECTIVITÉS	-72 368 713	-36 559	-72 405 272			
Régie Municipale d'Électricité CAMBOUNET SUR LE SOR	0	-1	-1			
ENDESA ENERGIA SA	-58 703 930	-113 435	-58 817 365			
ALSEN	-8 658 606	-10 101	-8 668 707			
PICOTY	-12 222 279	-29 202	-12 251 481			
Réseau de Transport d'Electricité	114 539 383	-275 836	114 263 547			
S.A.E.M. ELECTRICITE DE MAYOTTE	198 113 266	-334 305	197 778 961			
EDF Production Electrique Insulaire	0	5	5			
OUI ENERGY	-28 000	-344	-28 344			
ÉNERGIES DU SANTERRE	0	-16	-16			
Joul	-1 643 196	-1 902	-1 645 098			
Union des producteurs locaux d'électricité	-13 363 619	-10 068	-13 373 687			
TOTAL Flex	-217 680 906	-161 356	-217 842 262			
BCM ENERGY	-1 268 795	-223	-1 269 018			
DYNEFF	4 532	31	4 563			
ALTERNA	0	-5	-5			
GEG Source d'Energies	-5 900 716	-804	-5 901 520			
SOLVAY ENERGY SERVICES (ex RHODIA ENERGY)	-27 579 958	-84 247	-27 664 205			
BUDGET TELECOM – MINT ENERGIE	28 573	146	28 719			
IBERDROLA ÉNERGIE France	61 167	-226	60 941			
PROVIRIDIS SAS	-24 244 517	-64 092	-24 308 609			
REDEO ENERGIES SAS	-73 796 911	-269 080	-74 065 991			
VATTENFALL ÉNERGIES	-13 247	-443	-13 690			
PLUM ENERGIE	-6 642 758	-22 630	-6 665 388			
SELFEE	-1 127 213	-2 087	-1 129 300			
ENARGIA	5 170	17	5 187			
AXPO Solutions AG	5 099 443	0	5 099 443			
Total Gas& Power limited	-7 929 906	0	-7 929 906			
Alpiq Retail France SAS	0	0	0			
la bellenergie (ex Electricité de Provence)	0	0	0			
ELECOCITE	0	0	0			
ENRGIA ENERGIE CATALANE (LLUM)	0	0	0			

En €	Charges retenues pour 2023 hors gels tarifaires			Charges retenues pour 2023 liées aux gels tarifaires		Total des charges retenues pour 2023
Nom	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	TOTAL hors gels tarifaires	Charges hors frais financiers	Frais financiers 2021	
FLASH	0	0	0			
GreenYellow Vente d'Energie	0	0	0			
ILEK	0	0	0			
MEGA ENERGIE	0	0	0			
OHM ENERGIE	0	0	0			
OVO Energy (France)	0	0	0			
SAGITERRE	0	0	0			
SIPLEC	0	0	0			
Sowee	0	0	0			
SYNELVA SAS	0	0	0			
NLG	0	0	0			
VOLTERRES	0	0	0			
WEKIWI SAS	0	0	0			
TOTAL	-35 687 624 533	-14 798 945	-35 702 423 478	3 024 914 681	3 023 669	-32 674 485 128